



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2026/ICPE/073 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE à Nantes**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2000 autorisant la société ATLANTIC INDUSTRIE à exploiter des installations sur son site à Nantes – sis 10 rue des Usines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 juin 2021 complétant l'arrêté du 10 novembre 2000 susvisé ;

**Vu** les articles III.2, III.5.3 et III.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé relatif au contrôle des rejets atmosphériques des fours de fusion ;

**Vu** l'article III.7.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé relatif à la mise en conformité des points de rejet ;

**Vu** l'article III.7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé relatif au raccordement des rejets des fours de fusion 8 t ;

**Vu** l'article III.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé relatif à la réalisation d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 5 janvier 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 11 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant ne réalise pas annuellement le contrôle des rejets atmosphériques de ses installations ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 11 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas mis en conformité ses points de rejet dans le délai prescrit ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 11 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas raccordé les rejets des fours à induction 8 t à un rejet canalisé dans le délai prescrit ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 11 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé l'évaluation quantitative des risques sanitaires ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles III.2, III.5.3, III.6.1, III.7.3, III.7.4 et III.7.5 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2021 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE de respecter les prescriptions des dispositions réglementaires applicables ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

### **ARRÊTE**

**Article 1** – La société FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE, exploitant des installations de fonderie de métaux non ferreux, sise 2-4 Allée de la Centrale Électrique de Chantenay à Nantes, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2021, et notamment des articles :

- III.5.3, III.6.1 et III.6.2 en faisant procéder au **contrôle des rejets atmosphériques** des fours de fusion (et des émissions diffuses) par un organisme agréé dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- III.7.3 en procédant à la **mise en conformité des points de rejet**, dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- III.7.4 en procédant au **raccordement des rejets des fours à induction 8 t** à un rejet canalisé, dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- III.7.5 en faisant réaliser une **évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)**, dans un **délai d'un an** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à la société FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Nantes.

**Article 6** – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 20 Février 2026

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet en charge de la cohésion sociale  
et de la politique de la ville

Tom FOLLET



